

# La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - Avril 2008 - n° 109



Débat du mois :

« Le " Dire " africain. Le rôle de l'expression littéraire dans la réflexion sur le développement »



enda europe

Editorial

## Présence d'Aimé Césaire

Comme tous ceux qui l'ont rencontré et qu'il recevait avec une grande bonté et une exquise politesse, le départ d'Aimé Césaire me rend triste. Très triste mais infiniment reconnaissant envers ce jeune vieillard au regard pétillant et malicieux. Nous lui devons tant.

Relisant *Cahier d'un retour au pays natal, Moi, laminaire*, « ce bilan d'une vie et d'un combat » comme il me l'a écrit, relisant *Nègre, je suis, nègre je resterai*, j'ai senti à nouveau l'importance de ce qu'il nous a donné et de ce qu'il nous a laissé. Avec Senghor, Franz Fanon et quelques autres, il a dynamité, pulvérisé le colonialisme, ridiculisé le racisme. « Non, nous n'avons jamais été amazones du roi de Dahomey, ni princes de Ghana avec huit cents chameaux... nous fûmes de tout temps d'assez piètres laveurs de vaisselle, des cireurs de chaussures sans envergure... » C'est dans sa souffrance d'homme noir que Césaire est allé chercher son identité. « J'habite une blessure sacrée / j'habite des ancêtres imaginaires / j'habite un vouloir obscur / j'habite un long silence... »

Ce Normalien, professeur de lettres classiques, ce poète fulgurant reconnu digne du Panthéon, ce militant de la départementalisation des Antilles, de la Guyane et de la Réunion, ce maire républicain se vivait en « Nègre fondamental », c'est-à-dire en homme qui a retrouvé son identité et sa personnalité, au plus profond de la souffrance de l'homme noir et qui l'a exprimée comme celle de l'homme, de tous les hommes. « La pression atmosphérique ou plutôt l'historique agrandit démesurément mes maux / même si elle rend somptueux certains de mes mots ».

Un chroniqueur de France Inter rappelait récemment qu'il avait retrouvé dans un écrit anthropologique de 1930, en prélude à l'Exposition universelle, que les Africains n'étaient pas des sauvages mais « des hommes presque comme nous ». Par la violence de son verbe, par la fulgurance de ses images, Césaire a fait éclater ce « presque » qui résume le colonialisme et le racisme. Les Africains sont des hommes, nous a dit Aimé Césaire, par leur souffrance qui ne peut être niée mais qui doit être reconnue, et dépassée. « Comment sortir de ce mal-être ? » À cette question de Françoise Vergès, Césaire répondait : « Par la pensée, par la politique, par l'attention à l'autre. Il faut qu'on nous comprenne ».

Sa révolte et son appel sont toujours d'actualité. Ils ont valeur d'universalité et de rédemption. Le message de Césaire qui se trouve dans ses poèmes mais aussi dans sa vie, dans son activité civique et politique, n'est ni dans la haine ni dans l'ethnisme : il est dans l'affirmation que les Nègres existent, qu'ils sont des Hommes, qu'ils ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres hommes. « Et nous sommes debout maintenant mon pays et moi... Car il n'est point vrai que l'œuvre de l'homme / est finie / que nous n'avons rien à faire au monde / que nous parasitons le monde / qu'il suffit que nous nous mettions au pas du monde /...il est place pour tous au rendez-vous de la conquête ».

Nous avons besoin de cette parole pour résister aux dérives toujours présentes qui voudraient enfermer les Noirs, les Africains, dans leurs différences, leurs spécificités, leurs retards, leurs insuffisances, pour mieux nous valoriser, pour nous protéger,

(Suite page 12)

## Cycle « l'Afrique des mutations silencieuses »

### 6. Le « Dire » africain. Le rôle de l'expression littéraire dans la réflexion sur le développement

La réflexion sur le développement de l'Afrique semble impliquer en priorité les anthropologues, les sociologues, les économistes, les politologues, les géographes. En effet, chacune des méthodes qu'ils développent est susceptible d'apporter un éclairage sur cette question et de dessiner des solutions.

On est en droit cependant de se demander si d'autres disciplines ne pourraient pas avoir ici leur place. C'est le cas, par exemple, de l'analyse portant sur les littératures orales et écrites de l'Afrique

Les textes qui les constituent peuvent apporter un double éclairage sur les questions de développement.

Michel Levallois, Président de la CADE présente les intervenants : **Jean-Pierre Dozon**, anthropologue, directeur de recherche à l'IRD et à l'EHESS, **Romuald Fonkua**, professeur, à l'université Marc Bloch de Strasbourg, **Bernard Mouralis**, professeur émérite à l'université de Cergy-Pontoise et remercie **Denyse de Saivre** pour son action dans l'organisation de cette conférence.

**Bernard MOURALIS** pose la question de savoir comment poser le problème du rôle de la littérature dans la réflexion sur le développement ? Tout d'abord, lorsqu'on parle du développement on s'adresse à des disciplines qui semblent évidentes : la sociologie, la politique, l'anthropologie, la géographie, l'économie etc. En revanche, on ne se demande pas si ceux qui travaillent sur la littérature de l'Afrique peuvent avoir quelque chose à dire sur cette réflexion. Tout au long de ses propos B. Mouralis plaidera pour cette discipline qui s'occupe de l'analyse littéraire souvent malmenée et qu'il a essayé de rendre présente dans le débat.

#### ***Pourquoi et comment la littérature africaine se réfère-t-elle au développement ?***

Un **premier aspect** est à envisager : Pourquoi et comment la littérature africaine se réfère-t-elle au développement ? Depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle et le célèbre roman de René Maran « *Batouala* », la littérature africaine envisage de dévoiler la réalité du monde colonial et celle du monde dit « traditionnel ». Cette volonté de dévoilement s'inscrit dans le cadre



de l'esthétique du réalisme. Le réalisme, qui se présente particulièrement dans la littérature européenne et américaine du XIX<sup>ème</sup> au XX<sup>ème</sup> siècles, est une volonté de décrire le monde tel qu'il est et une volonté de réforme sociale (cf. Balzac, Zola, Dickens, Dos Passos).

Le réalisme et l'appel au changement social marqueront très largement la littérature africaine. Mais cette orientation réaliste du point de vue esthétique de cette littérature va prendre une forme particulière, parce qu'au moment où les écrivains africains commencent à écrire considérablement plus<sup>1</sup>, entre 1930 à 1950, c'est le concept du développement qui apparaît et s'y substitue. Un exemple en est le roman *Ô pays, mon beau peuple* d'Ousmane Sembène de 1957 qui décrit une expérience de régénéra-

tion sociale à travers la chute du Sénégal. Ousmane Sembène s'est rendu compte que sa conception du développement est un peu inquiétante, parce que le héros de ce roman était très autoritaire ce qui était un « semi-échec ». A la fin, le héros est assassiné par les forces du mal et le sang du héros lance une nouvelle époque de vraie égalité sans contremaître. Que vaut cet appel au développement qui porte sur « demain » ? Est-ce que le développement n'est pas plutôt le présent ? Ousmane Sembène semble très conscient de son approche et il a refait un roman sur le développement intitulé *Les bouts de bois de Dieu* qui décrit une grève et qui traite beaucoup plus nettement la question de

<sup>(1)</sup> Depuis le début du XX siècle, mais la production augmente considérablement dans les années qui suivent.

l'égalité entre les travailleurs, concernant l'appropriation des moyens de production. L'auteur parle aussi de l'égalité entre hommes et femmes; il s'agit donc d'un roman très différent qui était une deuxième façon pour l'auteur d'aborder cette question du développement. Ce qu'on pourrait reprocher à ces visions des deux romans c'est que le romancier ne décrit pas suffisamment ce que pourrait être le développement au niveau du quotidien.

Que disent alors les romancières sur la nécessité du développement et sur les effets que le développement pourrait avoir directement sur les femmes ou les enfants ? B. Mouralis cite le roman *Une si longue lettre* de Mariama Bâ et l'essai d'Axelle Kabou *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, titre mystérieux d'ailleurs.

### **La littérature : espace de conceptualisation ?**

Il faut aborder un **deuxième aspect** plus théorique. Si on affirme que la littérature dit quelque chose sur le développement, on affirme par là même qu'elle véhicule des contenus notionnels, voire des concepts. On peut ici citer une célèbre phrase de Lévi-Strauss très dure : « *L'ethnologie tire son originalité de la nature inconsciente des phénomènes observés. La notion de structure sociale ne se rapporte pas à la réalité empirique mais aux modèles construits d'après celle-ci* ». Il s'agit d'une phrase très dure qui disqualifie d'avance le savoir que pourrait élaborer celui qui est l'objet de ce regard anthropologique. Or, ce que nous montre la littérature africaine c'est l'émergence d'une parole du « **Je** ». Ce « **Je** » de locuteur proclame son droit à l'existence en tant que locuteur. Et donc il s'oppose à ce discours de l'extériorité. La littérature, du fait qu'elle est l'affirmation d'une subjectivité, fait bouger les limites et les contenus du savoir. Elle s'oppose au discours de l'extériorité

que tente de tenir l'Occident. Cette affirmation de la subjectivité a un effet déstabilisateur d'un côté parce qu'il est difficile de produire une science sur l'Africain sans tenir compte de sa parole et, de l'autre, cette prise de parole subjective peut donner à penser que le discours scientifique lui-même est largement subjectif. Donc, on a une sorte de doute.



A un autre niveau, la littérature peut véhiculer un savoir parce que le texte littéraire ne se caractérise pas seulement par le fait qu'il parle d'une réalité, mais il contient des énoncés qui expriment des problématiques, parce que ces énoncés mettent en contact des notions antagonistes en suggérant la possibilité de les dépasser. C'est pour cela que le texte littéraire est souvent un espace de conceptualisation, un espace théorique. Dans *L'Idiot* de Dostoïevski, par exemple, le romancier évoque toute une problématique du physiologique et du psychique. Il se trouve dans ce roman tout le débat que les médecins ont mené concernant la folie et ses origines. « *Vous savez que le héros est atteint d'épilepsie* » et le romancier dit : « *du point de vue nerveux, c'est patent, mais maintenant c'est son âme qui était malade, mais vous savez ce qu'est la maladie mais pas ce qui est de l'ordre du psychique* ». Un autre exemple est celui d'Henri Poincaré qui dit « *La science est avant tout une classification, une façon de rap-*

*procher des faits que les apparences séparent. Bien qu'ils fussent liés par quelques parentés naturelles et cachées, la science « en d'autres termes » est un système de relations. Or c'est dans les relations seulement que l'objectivité doit être cherchée, il serait vain de la chercher dans des êtres considérés comme isolés les uns des autres* ». Prenons maintenant un exemple de la littérature africaine.

Dans le roman *Le roi miraculé* de Mongo Beti (1957), un missionnaire convertit un chef régional et provoque ainsi une crise politique. En effet, le roi, de par sa conversion, doit renoncer à ses mariages successifs pour ne garder que sa première femme. Donc, les alliances politiques construites par ces mariages s'effondraient. « *Pourquoi voulez-vous qu'ils changent, père? Moi je les trouve très bien tels qu'ils sont.* » Cette phrase est un très bon exemple pour un énoncé problématique, parce que derrière, il y a tout un aspect de l'histoire de l'Afrique, de son histoire coloniale, concernant la question où se trouve la valeur. Dans un changement ou dans la fidélité dans un être ? Il y a un débat actuel qui oppose Hampâté Bâ et Griaule par rapport à l'africanité. Hampâté Bâ trouvait que Griaule avait une conception de l'africanité un peu naïve, parce que Griaule pensait que pour trouver l'africanité, il fallait creuser un peu plus profondément pour arriver au noyau de l'Afrique. D'où les travaux de Griaule sur les Dogons. Pour Hampâté Bâ, l'africanité se constitue sans cesse au fur et à mesure que la parole se constitue. Pour Griaule il faut toujours chercher plus la parole qui est l'expression d'une Afrique profonde, alors que pour Hampâté Bâ c'est la parole au moment même où elle est proférée, d'où l'importance de l'interprétation. L'auteur renvoie aux ouvrages d'Hampâté Bâ, *L'Étrange destin du Wangrin*, *Amkoullel l'enfant peul*, *Où les deux conceptions, celle de*

Griaule et celle d'Hampâté Bâ sont constamment opposées.

### **Disciplines littéraires et acteurs sociaux**

Les connaissances des littératures africaines et la formation à la connaissance du développement représentent **le troisième aspect** de ce propos. Les responsables des politiques de formation n'accordent guère d'importance aux types de compétences que les disciplines littéraires peuvent apporter aux futurs acteurs sociaux. Pourtant la connaissance de certaines œuvres littéraires africaines serait de nature à constituer un plus. Une œuvre littéraire est une construction car il y a l'usage d'un langage polysémique. L'œuvre littéraire africaine peut nous aider à dépasser la conception naïve selon laquelle chaque mot serait porteur d'un sens et d'un seul. Ce qui est important c'est de comprendre que le langage n'est jamais clair et l'œuvre littéraire est une sorte d'antidote à une langue de bois ou à un certain discours d'expertise qui croit naïvement qu'il suffit de nommer les choses pour faire le tour de la question. L'auteur affirme que le texte littéraire, notamment quand il émane des auteurs africains, est très important pour développer en nous une sensibilité à l'interculturel. Mais avec des résultats paradoxaux. Bien sur, le texte littéraire africain a un certain niveau fait apparaître des réalités qui vont être, au départ, pour un individu de culture différente, étrangères à sa propre expérience, mais en même temps, si l'on creuse, on s'aperçoit qu'on peut lire un texte de Mongo Beti ou de Kourouma même si l'expression orale n'est pas la même. Il y a un autre paradoxe. En Occident, la notion de progrès, l'héritage des lumières, le relativisme culturel ont été remis en cause. En revanche, de nombreux écrivains africains postulent sans aucune hésitation sur l'existence du progrès. Par exemple dans le texte de Tchicaya U Tam'si

« *La Source* » ; il dénonce l'utilisation qui est faite de la notion de « Source » qui est à l'origine de toutes les violences que les gouvernements ont fait subir à leurs peuples. En conclusion, voici un auteur africain qui parle comme Voltaire. C'est un résultat auquel on parvient en lisant sans préjugés et, à la longue, la littérature provoque un entraînement intellectuel qui rend plus apte à l'exercice des différentes fonctions dans le cadre d'actions de développement.

**Jean-Pierre DOZON** intervient ensuite. Même s'il a travaillé pen-



dant plus de 35 ans comme chercheur sur l'évolution des sociétés africaines contemporaines, en particulier, sur des questions de développement, sur des questions religieuses, identitaires ou politiques et sur les singulières relations franco africaines, il nous fait l'aveu de sa récente découverte de la littérature africaine. Il avoue aussi que parmi ses collègues africanistes presque personne ne lisait la littérature africaine. Mais le problème principal ne se trouve pas là. La question c'est que durant de nombreuses années le milieu africaniste composé d'ethnologues, de géographes, de sociologues ou de politologues, ne se référait pas à la littérature africaine dans sa propre production. Durant ses études au lycée ou à l'université, il n'y avait rien sur la littérature africaine, même lorsque J.P. Dozon, s'est spécialisé sur l'Afrique. Bien sûr il

y avait en France des spécialistes de la littérature africaine, qu'il a rencontré et découvert plus tard tel que B. Mouralis. Visiblement, c'était un monde qui sortait de la faculté des lettres et qui était très à l'écart des africanistes du terrain.

### **Désintérêt des sciences sociales pour la littérature africaine**

Après ce premier constat, une question se pose. Qu'est-ce qui a fait que les sciences sociales, notamment celles qui se spécialisent sur l'Afrique, se sont peu intéressées à la littérature africaine ? Cependant, il y a eu une époque pendant laquelle il a existé un rapprochement entre la littérature et les sciences sociales. Par exemple, Georges Balandier, sociologue, qui a annoncé la sociologie du développement, qui a participé à la naissance de la revue *Présence africaine* où d'autres auteurs français comme Camus, Sartre, Leiris, côtoyaient des auteurs africains tels que Senghor, Birago Diop et le fondateur Alioune Diop. Dans les années 1945/1950, à l'époque de la décolonisation, il y avait tout un univers d'intellectuels qui se fréquentaient venant des sciences sociales, de la littérature ou même des sciences politiques.

Qu'est-ce qui s'est passé pour qu'il y ait eu cette sorte de régression ?

La première raison est une raison assez lointaine. Les sciences sociales se sont fondées à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle en concurrence avec la littérature et l'art romanescque. Balzac, par exemple, se situait du côté de la science pour observer des types humains. Donc il y avait une prétention forte à rendre compte de la vie sociale de la part des écrivains. Les fondateurs des sciences sociales, pour se démarquer de cette littérature envahissante, ont même durci leur position scientifique. Durkheim, par exemple, a dit « *Il faut traiter les faits sociaux comme des choses* ». Il y a aussi toute une série d'em-

prunts de la part des sciences sociales aux sciences de la vie pour se démarquer de la littérature. Ce côté et son aspect positiviste s'est affirmé dans les années 1960 en affichant des modèles scientifiques rigoureux : le fonctionnalisme, le structuralisme dont Lévy-Strauss est l'un de porteurs et le paradigme marxiste, le matérialisme historique avec Louis Althusser qui parlait au nom de la science et de la vérité ; ces modèles vont être à la base des études faites sur l'Afrique. Et c'est à partir de cette époque là, que l'on a pu faire la critique du développement.

La deuxième raison est celle du désintérêt pour la littérature. Le monde intellectuel européen considérait implicitement que la littérature africaine était plutôt une zone « sous-développée » avec quelques exceptions comme Soyinka, Senghor. Le critique en Europe faisait toujours référence aux mêmes auteurs occidentaux comme Balzac, Stendhal, Dostoïevski, Proust, etc.

La troisième raison à cet éloignement entre les sciences sociales et la littérature complète la deuxième. Pour beaucoup d'africanistes la littérature est une authentique littérature orale : des mythes, des récits, des contes, des proverbes. Il y aurait une supériorité de la voix sur l'écrit. Donc, la leçon d'écriture est une leçon d'aliénation et non pas une leçon d'éducation. Ici, on peut citer la célèbre phrase de Amadou Hampâté Bâ « *Un vieillard qui meurt est une bibliothèque qui brûle* » répétant le leitmotiv que la littérature orale est supérieure. Il y avait même des gens qui prétendaient que la littérature africaine écrite était l'expression de la domination de l'Occident, car, souvent, les auteurs écrivaient en français ou en anglais, donc les langues des colonisateurs.

La quatrième raison est plus subtile et apporte quelques démentis à la première raison invoquée, c'est-à-dire, le fait que les sciences sociales se soient mises du côté de la

science. Beaucoup d'ethnologues africanistes, se sont voulus « auteurs ». Nous avons évoqué Griaule, « l'auteur » des Dogons. Il existait donc une ethnologie qui écrivait sur l'Afrique, qui rendait même des ethnies célèbres. L'ethnologue était « l'écrivain » de l'Afrique. Les meilleurs anthropologues étaient aussi des « belles plumes ». Les auteurs africains ont été perçus presque comme des concurrents, on se trouvait en compétition avec eux. Ce sont ces raisons qui ont fait qu'il y a eu éloignement et un « inintérêt », voire même parfois un regard hautain sur la littérature africaine par le monde auquel J.P. Dozon appartenait.

Quelles sont les raisons pour lesquelles littérature et sciences doivent se rapprocher ? Tout d'abord dans les années 1960 et 1970 il y avait de la littérature africaine connue (cf. Mongo Beti, Soyinka, etc.) et on ne l'a pas toujours lue. Mais aujourd'hui il y a plusieurs générations d'écrivains africains et une histoire de la littérature africaine. Et ces écrivains obtiennent un grand succès aussi en Europe. On peut même parler des phénomènes de littératures nouveaux qui sont très visibles (cf. Ahmadou Kourouma, Fatou Diome, Alain Mabanckou).

La deuxième raison est que les grandes théories de sciences sociales dans les années 1960 et 1970 jusqu'aux années 1980, se sont estompées. Les sciences sociales et surtout l'africanisme se cherchent. Une raison très essentielle est que les sciences sociales ont manqué les phénomènes majeurs du XX<sup>ème</sup> siècle. La Première et la Deuxième Guerre Mondiale par exemple ont été traitées par la littérature et même par la musique, mais les sciences sociales étaient peu disertes sur la violence de ces événements et également sur la brutalisation de la colonisation. Il a fallu qu'il y ait des écrivains qui parlent de ces choses là, comme par exemple *Au cœur des ténèbres* de Joseph Conrad, ou André Gide, (*Voyage*

*au Congo*). Il y a donc eu des défailances. On s'aperçoit de plus en plus que les sciences sociales ont manqué les grands événements historiques. Ce sont les écrivains qui en ont parlé : J.P. Dozon dit avoir beaucoup appris en lisant des auteurs africains tels que Ahmadou Kourouma et bien d'autres.

Il est grand temps de considérer que les sciences sociales doivent être un petit peu plus humbles, examiner leur propre histoire et se demander pourquoi il y manque des choses majeures que la littérature a su traiter. La littérature est importante pour apprendre plus sur le pouvoir d'Etat africain, la situation actuelle en Afrique et les développements politiques. Mais il y a aujourd'hui une littérature africaine que se lit, appartenant à plusieurs générations, grâce en particulier, à Présence Africaine. On ne peut pas ignorer ce phénomène.

**Romuald FONKUA** se propose ensuite d'interroger la question du développement à partir de la littérature francophone africaine seulement.



Or, trois constats s'imposent lorsqu'on aborde cette notion de développement. Tout d'abord, la notion est en quelque sorte piégée en ce qu'elle renvoie à la colonisation. Ensuite, la colonisation n'a pas vraiment ou a mal développé. Enfin, c'est une notion problématique qui incite à la méfiance, comme le montre l'analyse d'Axelle Kabou,

*Et si l'Afrique refusait le développement ?* 1991. Dans cet essai, elle montre pourquoi l'Afrique refuserait le développement et elle s'intéresse aux attitudes régressives et paradoxales des politiques qui entravent ce développement. Cependant cette analyse pêche sur deux points, d'une part elle a contribué au développement de l'afropessimisme et d'autre part, elle n'accorde pas de place à la littérature.

Il s'agit donc de considérer la notion de développement du point de vue du progrès, à supposer qu'il y ait une croyance au progrès, et d'autre part de voir ce que la littérature fait des différents modèles de développement depuis la fin des années 1950 jusqu'aux années 1990.

### **Les écrivains et les modèles de développement**

R. Fonkua s'attache dans un premier temps à classer les écrivains africains, **ces développeurs en littérature**, tout en s'excusant par avance de l'aspect réducteur qu'une telle démarche peut revêtir. Le critère principal est celui du lien entre la fonction sociale de l'écrivain et la production littéraire, ce qui amène à ne pas parler d'un certain nombre d'auteurs. D'autre part, il faut noter que la question du développement, liée à la notion de progrès, ou le thème des coups d'Etat, ne font plus partie de la littérature africaine francophone actuelle. Les thèmes développés sont plutôt liés aux langues, à l'immigration, etc.

*1 - Les écrivains entrepreneurs-créateurs.* Ceux-ci se caractérisent par leur double activité de création économique (fonction sociale) et de création littéraire. C'est le cas d'Ousmane Sembène avec *Ô pays mon beau peuple*, 1957, qui avait également une entreprise cinématographique, ce qui est lié au progrès, à l'autonomie. Un autre exemple pertinent est celui de Mongo Beti. Il avait monté une imprimerie, puis une revue. Son ouvrage *Perpétue ou l'habitude du*

*malheur* a pour thème le développement et *La France contre l'Afrique : retour au Cameroun* qui rend compte du voyage au pays natal pour y monter encore une entreprise.

*2 - Les écrivains experts.* Ils sont spécialistes en économie et écrivent. Certains ont suivi ce parcours sans que cela se perçoive dans leur littérature (Mabanckou). En revanche, l'écrivain camerounais Bolya Baenga est économiste et sa littérature est liée à cela. Il a notamment publié des essais où l'on sent cette conscience de la question du développement. *L'Afrique en kimono: Repenser le développement* propose en 1991 une réflexion sur les relations entre l'Afrique et l'Asie. Il s'intéresse au rôle du Japon dans le développement africain. Il va poursuivre cette démarche avec *L'Afrique à la japonaise, et si l'Afrique était mal mariée ?* Puis avec *Afrique, le maillon faible*. Enfin, toujours dans cette catégorie, on peut mettre Ahmadou Kourouma. Son métier est celui du calcul des risques et c'est une préoccupation que l'on retrouve dans sa littérature, notamment dans *Le Soleil des indépendances*, (1969) où l'on pense le développement en pensant le risque.

*3 - Les écrivains prétendants du développement.* Il s'agit de ceux qui ont pris des fonctions sociales qui ont permis de se pencher sur le développement. C'est le cas de Joseph Ki-Zerbo, lorsqu'il publie *A quand l'Afrique*, où il interroge, dans une série d'entretiens, sur les conditions qui rendraient un développement possible en Afrique.

Il s'agit d'aborder dans un second temps la question des **modèles du développement** qui sont traités ou interrogés par les écrivains dans leurs textes, et ce sont souvent des modèles internationaux. Il serait nécessaire de citer et d'étudier cette littérature.

*1 - Le modèle marxiste.* La colonisation ne l'a pas mis en place. L'adopter revenait à la volonté de

s'opposer aux colonisations et à la volonté d'embrasser des modèles révolutionnaires. Mais avec les premières indépendances (Ghana, 1957, Guinée, 1958) et surtout avec la vague des indépendances, ces modèles vont être interrogés, notamment par Kourouma dans *Le soleil des indépendances*. Kourouma y examine le thème des notables floués et la réflexion sur la perte. Penser la production et le collectif sans les moyens adéquats s'avère désastreux (éclatement des sociétés, exil). Y a-t-il inadéquation entre l'Afrique et le marxisme ?

*2 - Le modèle nippon.* Il s'agit d'un discours surprenant mais justifié. Il fait son apparition au début des années 1990 et 1991, au moment de la faillite du modèle marxiste, de la dévaluation du franc CFA, de l'immigration, de la fuite des cerveaux. Axelle Kabou abordait ce thème. Bolya Baenga s'est saisie du thème avec plus de pertinence en établissant un parallèle entre le cas malgache et le cas japonais : des îles, deux capitales, des histoires particulières. Il va donc examiner l'ère Meiji et sa chute avec la construction d'un modèle fascinant car spécifique. Plusieurs aspects sont frappants : premièrement, il s'agit du rattrapage économique d'une zone extérieure à l'Occident, deuxièmement, les Nippons ont inventé un modèle qui lie information (TIC, livres, relations interpersonnelles, presse, identité, etc.), démocratie et développement. D'autre part, le Japon a su se relever de catastrophes : cela s'est fait en évinçant la classe dirigeante. Sans aller jusqu'à le suggérer clairement.

*3 - Le modèle historico-pragmatique.* L'idée centrale en est qu'il faut avoir conscience de son histoire pour se développer. La question de la mémoire comme voie vers l'avenir est d'ailleurs abordée par Ki-Zerbo dans *A quand l'Afrique ?* Le progrès suppose une relation intime entre le passé et l'avenir afin de pouvoir penser le présent. Il s'agit de cons-

truire le futur en évitant les failles du passé. Les points cruciaux sont, dès lors, l'éducation, l'agriculture, la mise en place de la petite entreprise. Cependant, il faut encore

respectivement penser des politiques d'éducation, prendre en compte l'environnement et tenir compte de la concurrence.

Il y a donc chez ces écrivains une

réflexion autour du développement. Cependant, ils ont le mérite de ne pas tomber dans sa grandeur naïve.

## LE DEBAT :

### Témoignage de M. Atta Diouf :

Cette question du développement est aujourd'hui au sein des réflexions de tous les intellectuels africains. Il faut rompre avec l'anthropologie qui considère les Africains comme des gens à observer a part hors de la chaîne d'évolution de l'humanité. Le développement, d'autres pays l'ont connu avant nous, et l'ont résolu. Au XII<sup>ème</sup> siècle, au Mali, on savait faire des bateaux, on savait aussi lutter contre le désert.

La différence réside dans le fait que l'Afrique n'a jamais connu de personnes comme Louis XIV ou Napoléon III en France ou comme Pierre le Grand en Russie, qui haussent le pays à un autre niveau en changeant les structures.

Il faut que nos littérateurs comprennent que depuis l'avènement de Cheikh Anta Diop, c'est un monde nouveau qui émerge en Afrique. On ne peut plus se contenter de ce développement qui n'a fait progresser personne. Les Africains travaillent, aujourd'hui il y a beaucoup de brevets d'invention, ce n'est plus comme avant, le monde politique se prépare. Alors pourquoi les dirigeants conscients de cela préfèrent-ils le cacher et appliquer autre chose.

**Q.-** *Peut-on passer de la littérature aux écrivains, et de la littérature aux sciences sociales ? Pourquoi n'y a-t-il pas un « J'accuse », pourquoi ne trouve-t-on pas de Sartre, de Bourdieu, de Foucault en Afrique ? Il y a une littérature magnifique mais les écrivains témoignent plus qu'ils ne s'engagent, sauf peut-être en Afrique du Sud du temps de l'apartheid.*



**R.- B. Mouralis.** Il y a effectivement eu des prises de position. Sur la question des intellectuels, la même inquiétude sur leur absence depuis la mort de Sartre surgit régulièrement en France. Il y a cependant des intellectuels, même si leur visibilité est modeste. Il y a une production intellectuelle et scientifique de l'Afrique. Il ne faut pas chercher les intellectuels là où ils ne sont pas. Si vous regardez ce que l'Afrique produit dans le domaine de la géographie, de l'histoire, de la médecine, il y a une production scientifique de l'Afrique qu'il faut aller chercher là où elle est, par exemple aux Etats-Unis.

**J.P. Dozon.** De plus, il y a une fuite des cerveaux et grand nombre d'intellectuels africains sont par exemple aux Etats-Unis où ils sont valorisés et cela pose problème.

**Q.-** *Les pays les plus développés en Afrique ne sont pas francophones. N'est-ce pas une erreur que de fonder ce débat largement sur une littérature en français ?*

**R.- R. Fonkua :** Mon propos était volontairement fermé sur la littérature francophone. Dans la littérature les pays anglophones, la question du développement se pose également, même si c'est de façon différente.

**Q.-** *N'y a-t-il pas une réflexion sur le développement dans les premiers romans africains, Nanga Kon de Djemba Medou et Things fall Apart de Chinua Achebe ?*

**R.-** Il y a effectivement une réflexion très nette sur le développement dans *Things fall Apart* ou dans *Nanga Kon*.

**Q.-** *On écrit très peu en Afrique, comme le démontrent les chiffres de l'UNESCO ; comment faire pour que l'on écrive plus, que l'on publie plus en Afrique ?*

*Dans quelle catégorie pourriez-vous ranger un économiste camerounais Tchundjang Pouemi qui a écrit un livre, considéré comme un acte fondateur dans la théorie économique ?*

**R.- R. Fonkua :** Il faut nuancer ce constat en distinguant écriture et littérature. D'autre part, l'écriture se fait également dans d'autres langues que le français, notamment en arabe ou en swahili. Dans les sociétés africaines islamisées, on apprend tout d'abord à écrire. Enfin, il ne faut pas confondre écriture et publication.

Quant au texte de Tchundjang Pouemi, les théories qu'il développait étaient probablement justes. Il soutient que pour être développée l'Afrique a besoin d'une monnaie forte. Cependant, les expériences allant dans ce sens n'ont pas été probantes (exemple du Kenya). Il faut penser un système économique qui soutienne cette monnaie. Si l'on prend l'exemple de Haïti, la monnaie est forte mais les problèmes monétaires persistent.

**A. Diouf :** La monnaie fait référence au crédit. A l'époque du

franc en France, on empruntait à un taux de 10 % ; à cette même époque, le taux était de 25 % en Afrique. Deux individus également doués entreprennent : l'un doit rembourser en quatre ans ce que l'autre doit rembourser en dix ans. La monnaie est une condition nécessaire, et non suffisante, au développement.

**B. Mouralis** : Haïti ou le Portugal ont eu des monnaies parmi les plus fortes du monde (gourde, en parité avec le dollar et l'escudo). Cependant, ces pays n'ont pas été des modèles de développement.

**A. Diouf** : Il faut synchroniser la dynamique scientifique et la monnaie

**Q.-** *Ce qu'écrit Aminata Traoré n'est-il pas une contribution au développement ?*

**R.- J.P. Dozon** : Bien sûr que si, puisque c'est un auteur qui écrit, non pas des romans mais des essais, qui sont plutôt une critique des politiques néo-libérales, de la Banque Mondiale, du FMI, des relations franco-africaines, etc. Il y a également le célèbre film *Bamako*, où elle figure en première ligne. Bien évidemment, oui, c'est une contribution au développement.

**Q.- M. Levallois** : Vous n'avez pas évoqué le cas de Cheikh Hamidou Kane et son ouvrage *L'Aventure ambiguë* (1961).

**R.- B. Moularis** : Oui, cette aventure ambiguë est une contribution majeure, une réflexion liée à la problématique du développement. Ce roman a souvent été lu comme une opposition entre cultures africaine et européennes. Pourtant, si l'on veut tirer une politique de ce livre, je dirais que c'est un livre très mendésiste qui montre l'importance du gouvernement. Gouverner, c'est maîtriser les choses en faisant les compromis nécessaires. **R. Fonkua** : Il y a l'idée majeure que le savoir et l'éducation conduisent à

la démocratie : « Ils revenaient de leurs éducations doctes et démocrates ». Pour rejoindre B. Mouralis je dirai que le savoir et l'éducation conduisent nécessairement à la démocratie et sont les fondements du développement. Quand on n'est pas docte, on ne peut pas être démocrate. Pour être démocrate il faut être docte.

**M. Levallois** : Cheick Hamidou Kane a écrit un deuxième roman qui n'a pas eu de succès et qui était politique. C'était l'écriture d'un drame passionnant entre Senghor et Mamadou Dia, correspondant à deux philosophies du développement où il est question de gouvernance.

**R.- B. Mouralis** : Je crois que dans les problèmes de développement, il ne faut pas trop focaliser sur ces aspects culturels. Ce qui compte pour un pays, c'est que le pays soit gouverné par un bon gouvernement qui fasse une bonne politique dans les trois grands domaines : la santé publique, l'éducation, les grands équipements qui permettent le développement économique.

**Q.-** *Est-ce que la littérature écrite ne reprend pas une forme de satire sociale qui existait dans les contes ; la littérature orale développait-elle déjà une sorte de théorie critique du gouvernement ?*

**R.- J.P. Dozon** : Bien sûr, la structure de la langue d'Ahmadou Kourouma est une structure orale. S'il a inventé un style, c'est une forme empruntée au dioula et à des formes orales, à la griotique. Il n'en reste pas moins que c'est le cas de toute littérature. Toute littérature emprunte à l'ancien mais l'écrit, le roman se distingue de l'oral.

Michel Levallois remercie les intervenants qui ont su remarquablement traiter le sujet en évitant les risques qu'il comportait. ■

*Nora Beck et Françoise Gardes, étudiantes à Sciences Po de Paris*

## Ce qu'ils ont dit !

**Christian Coulon** : L'actualité suggère de fait une corrélation entre les processus de démocratisation depuis le début des années 1990 et une affirmation accrue des revendications identitaires, qu'elles soient ethniques ou religieuses. C'est une corrélation trompeuse. Ce n'est pas la démocratisation qui a produit une sorte de retour du refoulé. Ce n'est pas elle qui a libéré les ethnicités. Le poison, c'est-à-dire l'ethnisation du politique, était là avant. Aujourd'hui, la donne a changé. Avec la démocratisation, le jeu politique devient plus ouvert à la concurrence. Il y a des élections. Dans ce contexte, l'ethnicité devient une ressource stratégique que manipulent les entrepreneurs identitaires pour se créer une clientèle électorale et mobiliser des troupes.

**René Otayek** : Ce n'est pas le privilège de l'Afrique. Regardez ce qui se passe dans les Balkans ou en Irak. Même dans les pays modernes développés, la question ethnique est centrale. C'est la nouvelle frontière de la démocratie, et l'Afrique n'est pas une exception, même si la revendication ethnique peut y apparaître comme plus conflictuelle qu'ailleurs. Sur ce continent, ce qui rend difficile l'analyse des conflits à argumentaire ethnique, c'est qu'ils se déclinent avec des codes culturels que nous avons du mal à appréhender.

**Christian Coulon** : Je crois qu'en Afrique les identités fonctionnent comme un moyen d'accéder aux ressources de l'Etat. Dans la mesure où les Etats sont souvent faibles, disposant de ressources limitées, une des façons de partager le « gâteau national » c'est de se regrouper dans des structures de type ethnique, clientélistes par nature, qui permettent d'avoir accès à l'Etat. C'est une façon de gérer la rareté. ■

*Propos de Christian Coulon et René Otayek dans le grand entretien du Monde du 30 mars sous le titre, En Afrique, la question ethnique a été manipulée.*



## INQUIÉTUDES POUR LES PRIX ALIMENTAIRES

**S**elon la FAO, la facture des importations céréalières des pays pauvres augmentera de 56 % en 2007/2008, après une première hausse de 37 % en 2006/2007. Le blé et le riz ont doublé en un an, le maïs a progressé d'un tiers. Dans les pays industrialisés l'alimentation représente 10 à 20 % des dépenses de consommation ; dans les pays en développement elle peut atteindre 60 à 80 %, avec des produits de plus en plus souvent importés. La FAO avait alerté ses Etats membres depuis longtemps et notamment en octobre 2007. Mais en vain, a déclaré son directeur général Jacques Diouf lors d'une conférence de presse le 23 avril à Paris, après ses entretiens avec Gordon Brown et Nicolas Sarkozy. Cette situation inquiète le monde entier.

### La FAO en pointe

Au Nord on cherche les raisons de cette flambée. Elles sont hétérogènes : les mauvaises conditions climatiques dans les pays exportateurs, notamment l'Australie ; la hausse de la demande par suite de la croissance démographique ; l'extension des cultures d'agrocarburants au détriment de l'alimentation humaine et animale ; le blocage ou la limitation des exportations dans de nombreux pays pour garantir la nourriture de leur population : Ukraine, Argentine, Vietnam, Inde, Brésil... D'autres, comme la Chine, constituent des stocks de sécurité. Dans le monde ces stocks, au plus bas depuis trente ans, n'atteignent pas les deux mois de consommation, durée raisonnable selon la FAO.

Quoique le marché des céréales à l'exportation soit relativement limité - 17 % de la production pour le blé, 12 % pour le maïs, 7 % pour le riz - c'est lui qui jette le trouble. En Afrique la production nationale ne couvre pas la consommation, d'où recours à des importa-

tions qui deviennent de plus en plus chères. C'est sur ce marché qu'intervient la spéculation, considérée comme responsable de la hausse pour au moins 20 %. En plus des spéculateurs traditionnels, comme les agriculteurs, se sont lancés dans ce secteur les banques, les assurances et aussi les fonds de pension. Dès 2004 ceux-ci se sont intéressés à l'agriculture, qui paraissait sous-évaluée et plus sûre à l'avenir, que le pétrole ou d'autres matières premières. A l'origine ils faisaient des placements pour garantir les retraites des salariés américains, puis ceux d'autres pays.

D'autres investisseurs, parfois individuels, leur ont emboîté le pas. Pour tous, l'objectif est purement financier. Ils font, bien sûr, office d'accélérateurs de l'économie ... mais au risque d'excès de vitesse. Lors de la 12ème Assemblée générale de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement), tenue tous les quatre ans et pour la première fois en Afrique de l'Ouest à Accra, on a dénoncé cette anarchie financière, qui ne connaît aucune régulation semblable à celle de l'OMC pour le commerce.

Il faut donc gérer la crise. La FAO a déjà alloué 17 millions de dollars à l'« Initiative visant à lutter contre la flambée des prix alimentaires » (IFPA). Trente-sept pays seraient concernés. Le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mozambique, le Sénégal en ont déjà bénéficié. Il faudrait de 1,2 à 1,7 milliards de dollars pour protéger et relancer l'agriculture vivrière dans le Sud. Le FMI est en pourparlers avec plusieurs pays pour leur accorder des prêts. La France de son côté accordera 1 milliard d'euros sur cinq ans à l'agriculture en Afrique et entend promouvoir un partenariat mondial pour l'alimentation afin de mieux coordonner les interventions de diverses origines.

### Réactions au Sud

Des émeutes se sont produites au Burkina Faso, au Cameroun, en Egypte, en Ethiopie, à Madagascar, au Mozambique, au Sénégal et aussi en Asie, en Haïti.... Les Etats réagissent.

Face à ces remous sociaux et à l'urgence de décisions pour contrer la tension sur les prix, s'est tenue à Abidjan le 23 avril une réunion extraordinaire du Conseil des ministres de l'Union Monétaire et Economique de l'Ouest Africain (UEMOA). Un plan d'urgence de 100 milliards CFA a été mis en place.

Le 18 avril le président Wade au Sénégal a lancé la « Grande offensive agricole pour la nourriture en abondance ». Ce plan ambitieux prévoit de multiplier par 5 la production de riz et d'augmenter considérablement celles de maïs, de manioc, de lait, de viande. Le président demande à chacun de cultiver un lopin de terre et il invite les partenaires du Sénégal à fournir non de l'argent, mais des semences, des engrais, des matériels agricoles, etc..

Au Cameroun après une augmentation des salaires des fonctionnaires, le gouvernement a annoncé le 26 avril un plan d'urgence pour relancer l'agriculture et la pêche.

D'autres réactions de défense se manifesteront. Mais le pire n'est pas certain. Selon la FAO la production céréalière mondiale devrait atteindre 2.164 millions de tonnes en 2008. Un record ! A condition toutefois que la météo soit favorable et que les surfaces emblavées s'étendent comme prévu.

Cette hausse mondiale des cours n'a pas fini de créer des problèmes partout, sur le pouvoir d'achat au Nord et sur le minimum vital au Sud.■

**Robert Ginésy**

## Forum de Delphes

### La gouvernance démocratique dans les politiques de coopération française et européennes »

Débat ouvert au public du 18 avril 2008

**Séverine Bellina** de l'Institut d'Étude sur la Gouvernance (ancien membre du staff de la sous-direction de la gouvernance démocratique du Ministère des Affaires Étrangères) a introduit le thème en donnant les définitions possibles au terme « gouvernance » : terme ancien (on peut remonter jusqu'à Platon, ou au XII<sup>e</sup> siècle en France), qui a voyagé dans les cultures, la gouvernance est d'abord un concept, une approche gestionnaire qui fait référence à l'État moderne occidental avec des objectifs précis comme le développement économique pur.

A partir des années 1970, le terme de gouvernance réapparaît avec une multiplicité d'acteurs, dans une réalité sociale plus complexe, mais toujours dans cette approche gestionnaire dont l'orientation a été donnée par les Anglo-Américains au sein même des organisations internationales et financières. La définition de la gouvernance comme une gestion publique conçue en-dehors des cadres étatiques fut dès lors légitimée par les recherches.

Dans le contexte de la crise des années 1990, dans les Pays en développement, le terme de gouvernance a été supplanté par le terme plus restrictif de « bonne gouvernance » : définie comme une articulation particulière entre le marché et l'État, ce terme a été essentiellement défendu par les experts internationaux et les Institutions comme la Banque Mondiale, un des acteurs principaux dans la mise en place des Programmes d'Ajustement Structurel. Le consensus autour de la libéralisation économique et de la faillite de l'État dans les Pays en développement fut acquis. A partir de 2004, malgré la volonté de repenser le paradigme de l'État, la dynamique instaurée par la Banque Mondiale se cantonna toujours dans cette

logique de modèle où le paradigme économique prévaut sur les autres ; sa volonté d'intégrer la corruption comme critère de mauvaise gouvernance resta limitée car faisait toujours référence à un modèle, celui de l'État occidental. Face à cette stratégie de la Banque Mondiale en quête de leadership international, l'Union Européenne opta pour une politique visant à créer une réelle brèche pour un changement de paradigme : dès lors elle proposa à la Banque Mondiale de se cantonner aux rôles qui sont les siens, à savoir la lutte contre la pauvreté, le développement économique. La France, qui dans le cas présent est loin de faire du suivisme, insiste sur le rôle important que jouent les acteurs, comme par exemple les institutions, dans la re-création de la sphère publique qui englobe les relations entre État et société ; le paradigme économique reste ainsi le pilier de toute politique de développement, mais le paradigme politique entre en jeu, d'où l'apparition du terme de « développement humain durable ».

La Déclaration de Paris en 2006 a mis en place le rail sur lequel les bailleurs de fonds essaient de s'aligner, à savoir l'appropriation, l'alignement et l'harmonisation de toute aide budgétaire destinée au développement.

Un consensus semble acquis sur les finalités du développement qui placent ainsi la personne au cœur du développement, elle en est le bénéficiaire et l'acteur ; l'évolution du débat a aussi permis de bien différencier la gouvernance démocratique de la démocratie : toute référence à un modèle particulier (gouvernance démocratique) est désormais exclue car les États existent dans la normativité internationale : l'État est refondé et relégitimé car il représente l'intérêt général. Au sein de l'Union

Européenne, la prise en compte de la temporalité est aussi un axe important dans la politique de développement : on ne parle plus de « projets », mais de « processus ». Il faut ainsi reconnaître que le débat international autour de la « gouvernance » est bouleversé, et aujourd'hui, on peut remarquer une évolution très rapide des pistes de réflexion, du moins théoriques. Il faut souligner dans tous les cas, qu'au niveau de l'Union européenne et de ses institutions, existent des acteurs qui ont posé un acte politique fort en proposant de nouveaux outils et de nouvelles politiques de développement, et *de facto*, ouvrent le débat sur la bonne gouvernance au niveau des institutions par exemple. Ainsi, il est communément admis au sein des différentes instances internationales qu'il faudrait renoncer à vouloir imposer une bonne gouvernance à ceux qui ne sont pas encore au niveau des pays occidentaux, car cela reviendrait à les considérer comme des « retardataires ».

**Sophia Mappa**, directrice du Forum de Delphes, chercheur au LARGOTEC (Laboratoire de Recherche sur la Gouvernance publique : Territoire Et Communication) et professeur associé à la Faculté d'administration publique de l'Université de Paris XII, ouvre la discussion en soulignant que, suite aux enquêtes qu'elle a pu mener auprès de certaines institutions et de l'Union Européenne, le changement de la politique d'aides au développement ne semble pas acquis. Les pays développés n'ont pas de nouveaux modèles à proposer ; nous sommes donc toujours dans la continuité et la rupture est encore à trouver.

Néanmoins, la politique européenne par rapport à la Banque Mondiale a changé depuis l'an 2000 : la Banque mondiale n'est

pas seulement une banque : la Commission européenne prône depuis la nécessité de se positionner par rapport à elle dans la conduite de sa politique d'aide au développement. Par ailleurs, la reconnaissance du processus est importante, car elle admet que le développement ne peut être fondé que sur le changement dans le long terme, même si le cadre dans lequel on place les Pays en développement reste donné d'avance : toute réflexion sur ces pays est surtout commandée par une sorte de projection d'un idéal de soi sur les autres. Les pays occidentaux sont toujours dans la réflexion sur les changements des autres : ont-ils plus de droits de l'Homme, de liberté individuelle, d'intérêt général ?

Dans ce contexte, l'aide au développement (qui n'est pas le développement) doit être prise en compte, car elle est donnée dans une perspective de développement productiviste mais reçue davantage dans une perspective de rente : elle est ainsi doublement nocive car nourrit une vision politique propre aux donateurs et crée un psychisme de dominé chez les bénéficiaires. Néanmoins, fermer les robinets de l'aide ne serait pas une solution, et ceci malgré l'existence des « éléphants blancs » dans certains pays africains par exemple.

**Christian Comélieu**, Professeur honoraire à l'IUED (Institut Universitaire d'Etudes du développement) de Genève, est moins optimiste sur les étapes franchies par les politiques d'aides au développement, et remet en question certains fondements des rôles que revendiquent certaines institutions comme la Banque Mondiale : en effet que veut dire lutter contre la pauvreté ? doit-on donc faire l'éloge de l'enrichissement ?

De même pour les institutions internationales comme le PNUD qui propose un Indice du Développement Humain (IDH), ce qui est louable mais cet indice est lui aussi fondé sur une échelle unique (élevé ou bas) et donc sur un seul critère ce qui est forcément réducteur. Quant à la place des choix politiques offerts aux

(Suite page 12)

## Billet Europe-Afrique

### Un compromis agricole est-il possible?

**A** lors qu'éclatent partout dans le monde des émeutes de la faim et que gouvernements et experts rivalisent de diagnostics et de dispositions pour faire face aux hausses dramatiques des prix des produits agricoles, se joue en coulisse une partie décisive dans les négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) concernant l'agriculture mondiale et plus précisément la libéralisation du commerce des produits agricoles.

Sous l'angle des rapports Afrique-Europe comment se présente l'enjeu de ces négociations?

Du côté européen sont en présence deux positions: celle des pays libéraux qui entendent profiter des circonstances pour réduire protections et subventions et ouvrir à l'agriculture européenne les marchés en expansion des pays émergents. Et celle des pays attachés à l'autosuffisance alimentaire qui entendent réguler la production agricole pour couvrir les besoins européens, tout en tenant compte de l'ouverture de notre marché aux produits agricoles des PMA.

Du côté africain se fait jour la prise de conscience qu'il n'y a pas de développement sans progrès

agricoles et sans mécanismes de sécurité alimentaire. Cela implique bien sûr un renforcement de l'aide alimentaire intelligemment gérée pour couvrir des besoins d'urgence, mais surtout une politique agricole dynamique - redonnant tout son poids à l'agriculture vivrière - appuyée par des investissements importants et une gestion des marchés qui préserve les chances de ce développement agricole.

Les positions des uns et des autres sont difficilement conciliables : la négociation qui s'annonce d'un traitement séparé de l'agriculture dans les travaux et l'agenda de l'OMC va mettre en présence les intérêts divergents des pays riches occidentaux, des pays émergents et des pays qui, comme les pays africains, doivent développer leur agriculture vivrière à la fois pour lutter contre la pauvreté et pour asseoir leur développement sur une agriculture productive.

L'Union européenne saura-t-elle saisir cette chance de défendre son auto-suffisance agricole tout en favorisant le développement agricole de ses partenaires africains par une réorientation conséquente de son aide ? ■

**Jean-Loïc Baudet**



#### Abonnement à *La Lettre de la CADE* :

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Courriel .....

Abonnement seul : 30 euros, - étudiants : 8 euros, - entreprises, collectivités locales : 150 euros. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 45 euros. Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.

(Suite de la page 1)

pour nous rassurer. Elle est au cœur de l'engagement de la CADE pour que l'Afrique de demain soit présente dans le dialogue des civilisations, « par la politique et la culture », comme le voulait Aimé Césaire. Il n'a pas cité l'économie. Simple oubli ? Question de priorité, sans doute. ■

**Michel Levallois**

(Suite de la page 11)

pays en développement aujourd'hui, à quelles techniques se fier ? Comment faire pour restaurer véritablement le droit à l'autonomie et donc celui de choisir l'avenir pour les pays tributaires de l'aide extérieure ?

M. Comélieu a aussi souligné l'importance de faire la différence entre « coopération au développement » et « développement », car les intérêts en jeu ne sont pas les mêmes : chaque Etat poursuit en effet ses propres et légitimes intérêts, et la France elle-même prône la stratégie d'influence (et non d'intérêt général) dans sa politique d'aide au développement.

On ne peut donc parler aisément de solidarité entre nations alors que les situations d'urgence laissent les pays riches souvent perplexes, mais ceci ne devrait pas empêcher une solidarité internationale perçue de la même façon par tous les pays car elle viendrait à défrayer des problèmes mondiaux tels que le réchauffement climatique, la régulation financière internationale et commerciale, et plus grave encore la crise alimentaire dévoilée par une douloureuse actualité. ■

**Claudie Lasserre**

*\*Le Forum de Delphes est un laboratoire d'idées créé en 1984 par des personnalités scientifiques et politiques issues de l'Union européenne et des pays du Sud pour réfléchir et échanger sur les enjeux de notre temps.*

## « Club des Africains et des amis de l'Afrique »

Une nouvelle association vient de se créer. Elle veut « établir des liens fraternels entre les originaires de l'Afrique vivant en France et favoriser les relations entre les deux continents ».

Avec tous ceux (entreprises, associations, particuliers) qui sont « amis » de l'Afrique, elle s'efforcera de donner du continent une image plus positive. Son Comité directeur comprend sept ambassadeurs et sa présidente est l'ambassadrice de Guinée en France. Elle prévoit des rencontres et des dîners-débats sur des thèmes qui restent à choisir. ■

**R.G.**



## Agenda de la Cade



A l'ENA, 2 avenue de l'Observatoire, 75006 Paris,  
de 17 h 45 à 19 h 45 (métro Luxembourg).

### Cycle « L'Afrique des mutations silencieuses »

- Mercredi 21 mai « La coopération sino-africaine : partenariat équitable ou exploitation ? »
- Mercredi 18 juin. « Les transformations sociales »

### A l'université du Havre

#### Cycle « L'Afrique en mouvement »

- Mardi 13 mai, « L'Afrique entre immobilisme et mobilité : géopolitique de l'ouverture » avec Benjamin Steck. Université du Havre à 18 heures.

### A Radio Aligre, FM 93.1

- Jeudi 15 et 29 mai 2008 de 8 h à 8h30.



## Annonces

### A Bobigny :

- Festival international du conte et de la parole. Sur le thème « Esclavages et libertés ». Le 22, 24 et 25 mai. Entrée libre.

[reservation@festivalinternationalducontetdelaparole.com](mailto:reservation@festivalinternationalducontetdelaparole.com)  
<http://www.festivalinternationalducontetdelaparole.com/>



### A Saint-Brieuc / Plaintel / Trebry / Ploufragan / Ste-Anne Du Houlin

- 11e Festival Complet' Mandingue : Musique, Conte, Cinéma et Débat, Arts plastiques Du 25 mai au 7 juin 2008 Infos au 0 659 740 521 <http://www.completmandingue.com/>



### Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901  
Président : Michel Levallois  
Vice-présidents : Raymond Césaire,  
Georges Courade,  
Xavier de Franssu, Henri Senghor  
Secrétaire général : Jean-Loïc Baudet  
Trésorier : Jean-Louis Domergue

#### La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Michel Levallois  
Comité de rédaction : Robert Ginésy,  
Michel Levallois, Philippe Mathieu,  
Denyse de Saivre, Henri Senghor,  
Jean Brice Simonin.  
Maquette : Sara Dessard  
Crédits photos R.D. : Jean Brice Simonin

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.  
Tél.: 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50  
Courriel : [endacade@wanadoo.fr](mailto:endacade@wanadoo.fr)  
Site : [www.afrique-demain.org](http://www.afrique-demain.org)